Notes sur les Verts

1. A l'heure ou certains membres ou cadres du parti Vert prennent la peine de se lamenter publiquement sur leurs faiblesse présente, il peut sembler inutile d'insister.

Tel n'est pas notre opinion. Nous ne nous trouvons pas ici face à un parti d'arrière-garde qui se meurt de son anachronisme : au contraire, ces écolocrates se voient au début d'une carrière pleine d'avenir placée d'emblée sous le signe d'un mensonge récupérateur : la prétention de représenter ou impulser des luttes réelles. Seul un approfondissement de ces luttes pourra les faire apparaître publiquement pour ce qu'ils sont réellement, mais en attendant, faute de ce démenti pratique, il est certain que des personnes sincèrement indignées leur accord un certain crédit. Notre propos est de montrer en quoi celles-ci s'illusionnent sur la volonté et les capacités des Verts.

2. La gravité et l'accélération de la dégradation des conditions qui nous sont faites ne peuvent plus échapper à qui que ce soit. Les médias eux mêmes se mettent de la partie : ce qui est devenu impossible de cacher, il faut en faire étalage. Tout ce tapage médiatique sur l'environnement, la couche d'ozone, l'effet de serre, l'apocalypse à venir etc., ne sert qu'à renforcer notre sentiment d'isolement et d'impuissance là aussi, la contre-révolution préventive et à l'œuvre pour empêcher l'émergence de la conscience qu'on ne peut s'en prendre à des résultats sans lutter contre l'organisation sociale qui en est à l'origine. Dans une telle confusion, il n'est guère surprenant que le parti Vert en soit arrivé à se présenter, sur le mode spectaculaire, comme la seule opposition crédible aux diverses agressions contre la vie. Pourtant d'emblée ces porte-parole se placent dans la logique de ce qu'ils prétendent combattre en participant à la dévalorisation du sens des mots : la globalité comprise dans le concept d'écologie passe à la trappe quand ces « écologistes » évitent avec soin le terrain de la critique sociale, ce dont ils ne se défendent point, tant ils sont fiers d'être ceux qui « par leurs interventions dans bien des domaines suppléent aux carences de notre société » (1) ; autrement dit une force de proposition pour l'amélioration de son fonctionnement.

Ainsi, quoi de plus normal qu'ils ne posent que les questions auxquelles l'État puisse répondre ? Et c'est précisément ce que l'État commence à faire, en confiant, par exemple, la présidence de la futur Agence de l'Environnement de la Maîtrise des Énergies à Yves Cochet, député Vert au Parlement Européen (2). IL est vrai que l'État et les secteurs les plus avisés du capitalisme moderne ont compris qu'il était de leur intérêt, pour une rationalisation du système, d'intégrer leurs opposants de détail.

3. Le parti Vert ne dispose pour le moment d'aucune force sociale dont il pourrait tirer profit. Sa force affirmée vient des urnes et de la bienveillance des médias. Aussi prétend il illusoirement rassembler des troupes aussi divers qu'antagonistes – de l'économiste « alternatif » aux libertaires. Mais comment plaider pour une meilleur gestion de la survie sans toucher au monde qui la met en péril ? Pourtant, ce coté racoleur et équilibriste ne saurait le gêner dans son développement. Après tout, à quel parti important la confusion a-t-elle nui ? Songeons à l'UDF et au PS en particulier … C'est autre chose qui différencie les Verts de ces partis là et qui les gène pour un développement « classique » : l'héritage de leur milieu d'origine, le milieu associatif les soumet à des contraintes dont les autres partis se sont émancipés depuis longtemps. Décisions en Assemblée Générale, fédéralisme et surtout exigence de transparence financière ne sont pas des moyens très efficaces pour conduire leur parti sur la scène politique où ils souhaiteraient rivaliser avec les autres. Dans un système comme le notre où les partis engloutissent des sommes énormes d'origine aussi occultes que leur destination (5), leur naïve honnêteté ne peut que les paralyser. Leur fameuse « différence » qui fut dans un premier temps un atout médiatique devient désormais un handicap dont ils commencent d'ailleurs à se soucier en élargissant leur domaine d'interventions. On a ainsi pu voir au moment de la guerre du Golf Persique comment ils ont su, par calcul électoral, enrichir l'abjection dominante et retrouver tout naturellement le langage inversé du cynisme politicien. Voici par exemple ce que trois apprentis bureaucrates de ce Parti Vert ont déclaré à l'AFP : « Non à l'incivisme. La France ce se retrouve dans une situation politique grave, où chaque parole et chaque acte doivent être mesurées à leur juste valeur. C'est pourquoi les Verts tout en réaffirmant leur attachement à la paix condamnent les appels au sabotage et la désertions lancés par Gilles Perrault. De tels appels à l'incivisme ne peuvent que desservir la cause qu'ils prétendent défendre. Il faut éviter de dresser une partie de la population contre une autre et montrer que la paix sera d'autant mieux préservée que chacun exercera des ses responsabilités. »
(Patrice Miran chargé des relations internationales, Christian Brodhag et Nicole Bouilly. Cité dans *silence* N° 139 MARS 1991).

4. Certes, ils n'ont pas de force sociale derrière eux et ne sont pas un parti classique mais c'est bel et bien un parti qu'ils sont en train de constituer qui lie son ambition de développement à un projet : ni plus ni moins une « cogestion » de l'État, devenu le but suprême à conquérir (6). Pour cela il n'y a pas 36 moyens : au charbon ! « Les Verts doivent d'abord s'enraciner avant de gagner le haut » disait déjà l'endormeur Antoine Waechter en août 1988. Il faut donc faire reconnaître ces compétences et son sérieux au niveau local : quel est le conseil municipal d'une mairie importante qui ne dispose de son élu Vert de service. Il en est même qui ne répugnent pas à jouer leurs rôles auprès d'un Chaban-Delmas. Protéger les vieux chevaux de retour, quelle belle extension de la protection des espèces menacées ! Ainsi que leur vieux concurrent Lalonde qui a certes posé moins de conditions à son ralliement, ce qui l'a mené très loin dans reniement de ses positions passées (7), mais dont rien de fondamental ne les sépare, ce qu'il revendique est donc un État régulateur et éclairé … par leurs soins, bien-sur ! Ainsi Antoine Waechter peut-il rêver des ministères qu'il imagine déjà à sa disposition : « les ministères de l'Industrie de l'économie des Transports ou de l'Agriculture. La Défense ou L'intérieur ne m'intéresse déjà moins » (8). Un bon État secondé par des « citoyens actifs »

(selon le modèle suisse ?), tel serait le remède à tous nos maux. Exit la lutte ! Leur manière de prétendre remédier aux nuisances traduit bien les marottes et utopies de la classe de l'encadrement capitaliste (9), précisément d'une fraction de cette classe déçue par le Mitterrandisme : fétichisme du pouvoir d'État, refus de renverser le système mais espoir de promotion (à la fois personnel et pour l'ensemble de la classe) dans l'amélioration de ce système, appauvrissement volontaire et intéressé du sens des mots, sous-estimation des forces et des logiques de l'économie, priorité données aux politiques. Il n'y a vraiment rien de neuf ni d'enthousiasmant là-dedans.

5. Avec de tels objectifs, dans le courant d'un durcissement ou d'un dépassement des luttes, ils pourraient se retrouver balayés ou absents (Cf *Rapport sur le fête de Neuvy-bouin page 25*) ou carrément ennemi de ce dépassement (10), quitte à reprendre en main un mouvement qui refluerait. On a jusqu'à présent toutes le raisons de penser que ce « groupe européen » dont parlait Didier Anger à Neuvy-Bouin est un placement de pion du parti sur l'échiquier européen qui prend peu à peu tournure. Voilà bien ce qui est à leur portée : constituer un inter groupe parlementaire. Mais pour quels résultats ? A-t-on jamais fait aboutir quelque-chose qui en vaille la peine dans ce genre d'endroit ? En tout état de cause, ce parti n'arrivera guère à n'être autre chose qu'un lobby de l'industrie de la dépollution et un vivier de futurs experts dans l'art de gérer des catastrophes que, bien évidemment, ils seront toujours impuissants à prévenir.

(1) teste du secrétaire général adjoint des Verts Bourgogne-Ecologie publié dans Noir et Rouge n°18 P 34
(2) Yves Cochet a fini par accepter cette présidence contre l'avis de son part dont il est resté membre.
(3) Autre exemple : la nomination de Michele Rivasi, présidente de la CRII-RAD à l'Agence Nationale pour la qualité de l'air.
(4) lire le texte cité note 1.
(5) voir les journaux de l'année 1990 concernant les scandales financiers du PS ou du RPR.
(6) « les écologistes ont la volonté d'être dans les institutions jusqu'au plus haut niveau de l'État » A.Waechter, cité dans *Ecologie* de novembre-décembre 1987)
(7) En août 1988, emporté par son zèle à défendre le gouvernement français, B. Lalonde polémiquait contre les Verts en affirmant que les essais nucléaires sur Mururoa n'avaient aucune incidence sur la santé de la population locale. L'impact médiatique de cette bourde monumentale se révéla si désastreuse qu'il n 'a eu de cesse dès lors de regagner le terrain perdu et de retrouver son image d'ami de la terre et d'écologiste efficace. Avec un certain succès semble-t-il…
(8) Interview à *Radio J* le 7-10-90
(9) Nous empruntons le terme et le concept au livre d'A. Birh *La classe de l'encadrement*
Ed. de L' harmattan.
(10) C'est ainsi que le 28 juin 1987, un membre des Verts dénonçait comme « action commando » et parlait d'irresponsabilité à propos d'antinucléaires qui avaient arraché de force un dossier d'enquête à la police et à un agent EDF, lors d'une manifestation contre l'enfouissement des déchets radioactifs à Segré.